

<b>Mission 2 : le combat pour l'équité territoriale</b>	<b>M2</b>
<b>Action 6 : renforcer notre qualité de vie</b>	<b>A6</b>
<b>Autonomie des jeunes</b>	<b>388</b>

La Commission Permanente,

- VU** le Code général des collectivités territoriales,
- VU** la délibération du Conseil régional du 2 juillet 2021 donnant délégation du Conseil régional à la Commission permanente,
- VU** le règlement budgétaire et financier,
- VU** la délibération du Conseil régional des 21 et 22 octobre 2021 portant création du dispositif « prim'ojob étudiants »,
- VU** la délibération de la Commission permanente du 8 juillet 2022 approuvant le nouveau règlement d'intervention du dispositif « e.pass culture sport » la convention et l'avenant-types « pratique individuelle »,
- VU** le budget voté au titre de l'exercice 2022 lors des séances du Conseil régional relatives au budget de la Région,
- CONSIDERANT** le rapport de sa Présidente,
- CONSIDERANT** la tenue de la commission Jeunesse, emploi, formations, lycée et orientation

Après en avoir délibéré, décide,

AFFECTE

une autorisation d'engagement complémentaire de 700 000 euros pour les demandes de remboursements des partenaires du e.pass culture sport (opération de gestion directe 22D00500) ;

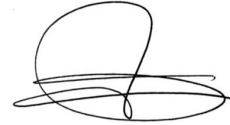
AFFECTE

une autorisation d'engagement complémentaire de 725 000 euros pour les demandes de versement de « job étudiant : prime de 200 euros » (opération de gestion directe 21D11268) ;

AFFECTE

une autorisation d'engagement complémentaire de 35 000 euros pour les dépenses liées aux prestations de fonctionnement du marché subséquent relatif au dispositif « job étudiant : prime de 200 euros » (opération de gestion directe 21D11263).

La Présidente du Conseil régional



Christelle MORANÇAIS

ADOPTÉ

Contre : Groupe L'Ecologie Ensemble, Groupe Printemps des Pays de la Loire

REÇU le 22/11/22 à la Préfecture de la Région des Pays de la Loire

L'original de la délibération et les documents annexés sont mis à la consultation conformément aux dispositions de la loi n° 78.753 du 17 juillet 1978 relative à l'accès aux documents administratifs